



Comité Social d'Administration Local

30 avril 2025

Déclaration liminaire CGT

Monsieur le Président,

Les dernières déclarations en lien avec le contexte actuel ne laissent aucun doute sur une austérité qui va encore s'abattre dans des proportions inédites sur le monde du travail, la fonction publique et la DGFIP.

Aujourd'hui plus que jamais, les 550 nouvelles suppressions d'emplois sont pour nous illégitimes et sonnent comme une véritable provocation alors que 2025 avait été annoncée comme une année blanche en termes de suppressions d'emplois.

Infondées, à l'heure où la Cour des Comptes souligne que le déficit se creuse du fait d'une contraction conséquente des recettes.

Elles sont inacceptables par des personnels épuisés, démotivés mais qui continuent tant bien que mal de tenir la maison et n'ont droit qu'à quelques mots de félicitations en guise de reconnaissance après avoir vécu la catastrophe industrielle GMBI. Elles vont fragiliser, une fois de plus, une fois encore, une fois de trop, l'exercice de nos missions et accentuer la dégradation des conditions de travail des personnels.

De même, dans votre rapport d'activité vous rendez hommage à l'expertise du Centre de Contact de Lens et évoquez le label argent obtenu grâce au travail et à l'abnégation des collègues mais à quel prix ? Les conséquences du management pratiqué au sein de ce service « de pointe » sont ressenties dans les esprits et les corps des collègues qui s'y rendent actuellement avec des pieds de plombs.

Le passage en force des réformes accentuant la dégradation des conditions de travail, impactant à la fois nos vies professionnelles et personnelles est inacceptable !

Si pour vous un dialogue social respectueux et constructif se traduit par un rouleau compresseur de réformes dont vous avez la charge de nous informer, en faisant fi des impacts sur les agent·es et le service public, alors ce sera désormais sans nous !

Il est pour nous inenvisageable d'être associés de quelque façon que ce soit à ces politiques de réduction des moyens alloués à la DGFIP. Désormais, le dossier emploi est inscrit à l'ordre du jour pour simple information, comme si la question de l'emploi était devenue un sujet accessoire ou secondaire alors qu'elle est au cœur de toutes nos problématiques. Jusqu'à quand continuera-t-on d'adapter l'exercice de nos missions aux moyens qu'on nous refuse au nom de l'exemplarité, de la responsabilité, du contexte sanitaire, de la compétitivité, de la stabilité et pour l'heure, au nom de l'effort de guerre ?

Outre le ridicule d'un Gouvernement qui feint de s'interroger publiquement sur ce que font les différentes administrations, nous n'attendons pas grand-chose de positif des résultats

d'une énième revue des dépenses. Si au moins celle-ci pouvait être enfin l'occasion de mettre en avant la diversité et la richesse des métiers de la DGFIP trop souvent réduite à la partie visible de ses attributions fiscales.

Vous comprendrez que dans le contexte politique instable, au regard du déni démocratique qui nous impose un budget austéritaire délétère pour l'intérêt des agentes et agents et de toute la population, il ne nous est pas possible de siéger pour débattre d'éléments concourant à la poursuite de l'affaiblissement de nos missions et d'apporter, par notre présence, une quelconque caution à la tenue d'un dialogue social respectueux.

Monsieur le Président, à votre arrivée au sein de notre département, vous nous avez indiqué vouloir limiter les répercussions de votre feuille de route sur les collègues, mais vous vous confrontez aux limites de la politique du « en même temps » basé sur le même schéma que nos gouvernants. La forme change mais le résultat reste identique.

Nous souhaitons souligner par notre absence la dégradation constante du dialogue social institutionnel au sein de notre administration. Nous le répétons à longueur de liminaires, les instances ne peuvent pas être de simples chambres d'enregistrement de décisions prises par on ne sait qui à Bercy.

L'évolution de notre administration montre de plus en plus de lacunes dans la conduite des projets, sur lesquels nous sommes certes souvent en opposition pour de bonnes raisons, mais force est de constater qu'elles sont menées de plus en plus en dépit du bon sens.

Après le fiasco GMBI toujours pas résolu, d'autres aventures sont en cours, dans un cadre très très éloigné de la nécessaire rigueur censée caractériser une administration fiscale et comptable. Et les promesses non tenues entachent la parole de l'administration.

De Bercy à la DDFiP les promesses ne sont pas tenues, on peut citer quelques exemples :

pour Bercy l'annonce d'une année blanche concernant les suppressions d'emplois,

pour la DDFiP un exemple parmi d'autres..., continuer à tenir des GT sans document de travail alors que ça a été acté lors d'un CSAL, les documents ont été promis et sont toujours attendus...

Il est beau notre dialogue social où nos demandes restent sans réponse !

La CGT Finances Publiques 62 revendique l'abandon des suppressions d'emplois, la création d'emplois titulaires pour combler les emplois vacants et absorber la charge de travail, redéployer un service public de pleine compétence et de proximité sur tout le département.

Les élus CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais

Amandine KOSLOWSKI

Titulaire

Julien ALEKSANDEREK

Suppléant